

Déclaration de la FNEC-FP-FO

Comité Technique du 27 juin 2022

Madame l'Inspectrice d'académie,

Ce comité technique se tient dans une situation nationale bien particulière. Le président Macron a été réélu mais n'a pas réussi à obtenir la majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Ces résultats aux élections législatives prouvent que la politique du Président Macron est rejetée par la majorité de la population française. Pourtant, sa feuille de route reste claire : remise en cause sans précédent des retraites, de la protection sociale collective, de l'assurance chômage, des services publics et des statuts, de l'école. Celles-ci ne sont ni acceptables, ni négociables, ni discutables. Monsieur Macron tente d'associer les organisations syndicales à ses projets en reprenant frauduleusement le sigle du Conseil National de la Résistance dont chacun connaît ici le programme de progrès. FO refuse tous ces projets néfastes et ne s'associera à aucune cogestion, ni Union ou Unité Nationale quelle qu'elle soit. Concernant les retraites, les 5 confédérations ont, dès le mois de mars, fait savoir qu'elles refuseraient toute réforme repoussant l'âge de départ. Si c'est la mère des réformes pour le Président, pour FORCE OUVRIERE et les salariés de ce pays, ce sera la mère des batailles. S'il faut la grève, alors la Confédération FORCE OUVRIERE y est prête et l'organisera.

Concernant l'Education Nationale, c'est une rentrée catastrophique qui s'annonce : l'effondrement du nombre d'admissibles aux concours n'est pas une fatalité. C'est pourquoi la FNEC FP FO revendique l'abrogation de la masterisation et de la réforme du concours et l'ouverture d'un concours exceptionnel de recrutement d'enseignants sous statut. FO est aux côtés aussi des personnels AED et AESH pour qui le statut et la grille indiciaire doivent devenir une priorité absolue !

A Marseille, le président Macron a expliqué souhaiter étendre et généraliser l'expérimentation des 59 écoles marseillaises. Les directeurs seraient amenés à choisir les collègues qui viendraient travailler dans les écoles. Renforcée par la loi Rilhac et la volonté de supprimer les IEN, cette expérimentation montre la volonté de transformer les collègues directeurs en supérieurs hiérarchiques. Là aussi FO organise la résistance à ces mesures pour défendre et maintenir notre statut et l'école de la République, laïque et gratuite. FO exige l'abandon de la loi Rilhac qui ne correspond en rien aux revendications des personnels.

Le président Macron et le ministre N'Diaye entendent détruire l'école comme ils entendent détruire l'hôpital public, pour remplacer les fonctionnaires sous statut par des contractuels sous-payés, corvéables et licenciables à merci. Le « job dating » mis en place dans plusieurs académies, c'est l'ubérisation de l'école publique et la remise en cause du droit à l'instruction.

Le département de la Haute-Loire est le parfait reflet de la stratégie nationale :

- En ce qui concerne le remplacement des personnels, le manque de remplaçants dans le premier degré est flagrant dans toutes les circonscriptions et le COVID ne peut plus servir d'alibi pour justifier la pénurie que le ministère a volontairement organisée. Dans le secondaire, c'est la même logique, de nombreux remplacements n'ont pas été assurés cette année : au collège de Saugues, il n'y a plus eu d'enseignement de technologie depuis le mois de novembre et plus d'enseignement de physique-chimie depuis des mois ; au collège du Monastier, une enseignante de lettres modernes absente n'a pas été remplacée pendant plusieurs mois ; au collège d'Aurec, il n'y a pas eu d'enseignement de technologie pendant plusieurs mois ; au collège Lafayette du Puy, des classes n'ont plus d'enseignement de technologie depuis novembre, d'autres depuis le 1^{er} avril ; au collège de St Julien-Chapteuil, après le recours à trois contractuels remplaçants,

l'absence d'un professeur a pesé sur les élèves qui se sont retrouvés plusieurs semaines sans professeur mais aussi sur les enseignants auxquels on demande de faire des heures supplémentaires et de prendre en charge des classes qui ne sont pas les leurs.

La seule solution avancée par ministère et l'académie, c'est la mise en place d'une nouvelle gestion des contractuels 1er et 2nd degré. Cette logique, ni plus ni moins calquée sur la logique des PIAL pour les AESH, vise à une précarisation accrue des contractuels et à de nouvelle responsabilité pour les chefs d'établissement et les IEN. La FNEC FP FO condamne également la volonté de l'académie de recourir à la visioconférence pour les remplacements de courte durée. Ces projets seraient présentés dès septembre dans l'académie lors d'un CTA. FO s'y opposera.

A l'opposé, pour la FNEC FP FO, la seule solution c'est le recrutement immédiat de toute la liste complémentaire du concours de professeurs des écoles 2022, l'abandon de la réforme Blanquer des concours, le retour à recrutement statutaire d'enseignant à Bac+3 et l'ouverture de postes qui font cruellement défaut d'AESH, dans les vies scolaires, dans les infirmeries et la médecine scolaire qui ne peuvent plus mener à bien leurs missions. Nous demandons aussi la titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent.

- Pour ce qui est de la rentrée scolaire, il apparait que l'enseignement public est clairement menacé.

En effet, en ce qui concerne le premier degré, dans notre département, les écoles rurales et de quartiers sont clairement visées : 4 fermetures d'écoles rien pour cette année. Nous dénonçons vigoureusement le subterfuge utilisé consistant à fermer les classes uniques en gardant leur RNE actif. Non, les enseignants ne sont pas dupes ! La casse du service public a bel et bien lieu dans notre département. Les regroupements d'écoles n'en sont qu'une autre facette qui ne satisferont que les écoles privées, grandes gagnantes de ce saccage. Les Vastres, Montusclat, Brives-Corsac, Paulhaguet, Vals Près Le Puy, Brioude. Jusqu'où ira l'Etat ?

Mme l'Inspectrice d'Académie, dans une réponse à notre courrier intersyndical du 22 juin, vous affirmez qu'« aucune mesure de carte scolaire ne semble se justifier ». Pourtant, des écoles ont des effectifs justifiant largement une ouverture. Pourtant, un poste d'UPE2A est plus que nécessaire sur le secteur Yssingaux-Chambon sur Lignon. Pourtant, l'école de Cohade en blocage à la fermeture présente des prévisions d'effectifs au-dessus du seuil, la fermeture de la 4^{ème} classe n'est donc plus justifiée.

Dans les collèges, la fermeture de l'école de Corsac a eu les conséquences que nous avons annoncées : la fuite d'élèves vers le privé, avec seulement 29 élèves en 6^{ème} au collège public contre la quarantaine annoncée en février. Les fermetures de classe en 6^{ème} au collège de Tence, de St Didier-en-Velay, les baisses globales des effectifs en 6^{ème} dans les collèges du Puy et Brives sont inquiétantes, avec la poursuite de la fuite des élèves vers les collèges privés qui scolarisent déjà plus d'élèves que ceux du public. Et les projets de suppression d'un collège public sur le secteur du Puy-Brives ne sont pas acceptables : 4 collèges privés dans ce secteur, 3 collèges publics seulement et il y aurait encore un collège public de trop ? Dans ce contexte, nous ne pouvons comprendre qu'il y ait encore des fermetures de classe décidées en juin (solde à -2 ou à -1 si vous confirmez l'ouverture d'une 6^{ème} au collège de Craponne) alors que les effectifs annoncés sont en augmentation de plus d'une centaine d'élèves par rapport aux prévisions de février ; ces suppressions s'ajouteraient à celles annoncées en février (-5 classes). De fait, selon vos chiffres, les effectifs pour la rentrée 2022 seraient les mêmes que ceux de l'année dernière avec pourtant un bilan à -6 ou -5 classes !

La FNEC-FP-FO demande solennellement que l'administration affiche clairement et concrètement sa défense de l'enseignement public en maintenant toutes les classes menacées de suppression, en annonçant la réouverture de toutes les écoles fermées, l'abandon de tout projet de fusion d'écoles et en s'engageant à maintenir tous les collèges publics du département.

Je vous remercie de votre attention.